

En raison des conflits et de la pauvreté, l'apprentissage devient une lutte pour les élèves du Territoire palestinien occupé

Par Monica Awad

CISJORDANIE, Territoire palestinien occupé, 1er octobre 2010 - Demandez à Hanan Awwad de décrire son quotidien en tant que directrice de l'école primaire de Khan al-Ahmar, elle vous répondra qu'elle ressent « de la peur et de l'épuisement », mais aussi beaucoup de fierté.

Mme Awwad vit dans la crainte que le bâtiment qui contient les cinq salles de son école ne soit détruit à tout moment. Khan al-Ahmar, école écologique construite il y a deux ans par l'organisation non gouvernementale Coopération italienne, a été érigée dans une zone du Territoire palestinien occupé, où les permis de construire sont rarement accordés aux Palestiniens. Aujourd'hui, l'ordre de démolition ayant été donné, seuls la pression internationale et des appels en justice pourront empêcher sa destruction.

Près de 75 enfants, tous issus de camps de regroupement bédouins voisins, suivent quotidiennement des cours ici.

Les enfants portent le fardeau

Les communautés bédouines, un groupe ethnique minoritaire Arabe, sont profondément liées à l'agriculture et à l'élevage. Mais, selon le mukhtar local, ou chef de village, l'éducation est maintenant considérée comme essentielle à la survie de la communauté.

Mme Awwad sait que son école est une réussite puisque le taux d'inscription a plus que doublé depuis qu'elle la dirige. « Nous répandons la joie d'apprendre, » dit-elle en souriant.

Les accords entre Palestiniens et Israéliens ont divisé la Cisjordanie en plusieurs zones distinctes. Dans la « Zone C », comprenant 60 pour cent de la Cisjordanie, les résidents palestiniens sont souvent privés de services de base, dont l'enseignement.

Environ 24 des 135 écoles publiques de la Zone C sont considérées comme inférieures aux normes, installées dans des tentes, des caravanes, des bâtiments en parpaings ou des cabanes en tôle.

En outre, les élèves de ces écoles sont confrontés à des défis que ne connaissent pas les autres élèves. « Sans électricité, comment un élève peut-il travailler au-delà d'une certaine heure ? », souligne Mme Awwad. « Comment un élève pourra-t-il accéder à un ordinateur s'il a besoin d'effectuer des recherches ? »

Un long trajet pour se rendre à l'école

Ahmed, 12 ans, raconte qu'il vit « sous la route », dans un camp de regroupement de fortune. Pour se rendre à l'école de Khan al-Ahmar, il lui faut traverser à pied une autoroute très fréquentée. Il est pourtant plus aisé et économique de se rendre à cette école plutôt qu'à celle de Jéricho, à trente minutes de là en partageant un taxi. Avant que l'école de Khan al-Ahmar existe, les enfants devaient effectuer ce long trajet seuls.

Dans la Zone C, la grande majorité des communautés expliquent que la distance par rapport à l'école ainsi que les frais de transport constituent le principal obstacle à l'éducation. Certains enfants doivent parcourir jusqu'à 25 km pour atteindre leur école.

Les enfants de Khan al-Ahmar, ainsi que plus d'un million d'enfants du territoire palestinien occupé sont retournés à l'école récemment. Les bâtiments où ils suivent les cours sont souvent délabrés ou inadéquats, et les salles de classe surchargées. De nombreux enfants doivent réaliser de longs et dangereux voyages pour se rendre à l'école. Sur d'autres, comme ceux de Khan al-Ahmar, plane la menace de la destruction de l'école.

« La destruction de cette école serait une catastrophe, » explique le mukhtar local, Ibrahim Abu Dahouk, 65 ans, en ajoutant que les écoles jouent souvent un rôle clé dans l'apport d'aide humanitaire. Il a appelé la communauté internationale à agir pour sa communauté et son futur en appuyant l'éducation des jeunes gens.

« Il faut que les enfants disposent d'un accès sûr et libre à l'éducation, et les écoles elles-mêmes doivent favoriser un environnement décent et adapté à l'apprentissage, » affirme le Représentant spécial de l'UNICEF à Jérusalem Jean Gough. « Chaque enfant a le droit d'apprendre et d'évoluer dans un environnement où sa santé et sa sécurité sont prioritaires: »